

L'éduc' pop' en Île-de-France

Journal d'information des réseaux d'éducation populaire en Île-de-France

Novembre 2015

DOSSIER :

« L'éducation populaire,
vecteur essentiel
du développement
durable »

N°14





ÉDITO

Nous vivons une période d'accélération des transformations sociales dont les forces qui la mettent en mouvement ne sont pas toujours perçues à leur valeur effective, mais qui est en train de complètement modifier nos comportements.

La prise de conscience de l'absolue nécessité d'un changement d'attitude, aussi bien dans nos pratiques de production que de consommation, prend du temps mais fait son chemin.

Le terme de développement durable est celui qui symbolise le mieux les mutations à effectuer. D'abord réservé aux experts, il a fait son apparition dans le langage courant il y a une dizaine d'années. Petit à petit, cet ensemble de deux mots a fait sens au quotidien, il s'est arrondi, a trouvé sa place et s'est imposé.

Ce qui ne s'est pas révélé tout de suite c'est que le développement durable nous mettait en position d'être tous concernés. Il regroupe, en effet, la prise en compte conjointe de l'équité sociale, l'efficacité économique et la qualité environnementale. En passant par les ampoules dites « basse consommation » jusqu'aux éco quartiers entièrement autonomes en matière de consommation d'énergie, c'est une autre façon de concevoir la relation à notre environnement qui se substitue à nos habitudes ancrées dans la société de consommation et de gâchis dans laquelle nous avons pris des habitudes de confort individuel.

Aucun secteur ne sera épargné, toutes nos habitudes sont à repenser, y compris par exemple notre relation au travail. Il est vraisemblable que la relation classique employeur / employé se transforme dans une organisation nouvelle où les échanges et la production ne seraient pas uniquement basés sur des relations monétaires et de profit. Où les mêmes personnes pourraient être, simultanément ou dans le temps, entrepreneur, transformateur, recycleur et salarié.

On commence à entendre de plus en plus parler de revenu d'existence, de capital formation, plus rapidement de compte personnel d'activité. Le monde du travail est en réflexion, comment va-t-il traduire ces nouvelles pratiques ? Les bases de la fiscalité sont aussi remises en cause dans un schéma où produire et consommer la production n'est plus l'activité principale d'une population qui s'intéresserait à la transformation, au recyclage, à la « fabrication maison ». Dans cette hypothèse, il n'est pas certain que les nouveaux emplois liés aux nouvelles pratiques, les emplois verts ou verdissants, aboutissent sur le marché du travail à un solde exceptionnellement positif comme le prévoient certains économistes. Mais ils donneront un sens différent au travail.

SOMMAIRE

- P.4** La CRAJEP, l'éducation populaire en interactions
- P.8** DOSSIER : L'éducation populaire, vecteur essentiel du développement durable

Avec le développement durable la société va changer, certainement l'organisation même de la société, et chaque fois que la société change, l'Education Populaire n'est pas loin. Soit parce que c'est elle qui a été moteur du changement, soit parce qu'elle vient voir et accompagne la partie du changement qui correspond à ses valeurs.

Il est donc naturel que la CRAJEP interroge ses membres sur leurs pratiques en matière d'accompagnement au développement durable et en rende compte dans ce numéro de son journal. La modification des comportements se fera d'autant plus rapidement qu'elle sera illustrée, commentée, expliquée, et ce dès le plus jeune âge et à toutes les catégories de personnes. Les associations d'éducation populaire sont implantées sur les différents territoires et s'adressent à tous les publics. Elles interviennent depuis toujours auprès de ces publics pour leur permettre de s'approprier les évolutions de la société dans laquelle ils évoluent.

Les reportages, récits d'expérience qui sont présentés dans ce numéro ouvrent la réflexion collective. Elle prendra différentes formes, les mutations profondes de la société ne peuvent pas se résumer à quelques pages. Elles nous apportent toutefois un premier éclairage sur la diversité des champs en mouvement et ceux à explorer. La COP21 se déroulera au Bourget du 30 novembre au 11 décembre. En marge de la COP21 les communications vont se multiplier, chacun d'entre nous va avoir l'occasion de prendre sa place dans le débat et saisir l'occasion pour expliquer la démarche particulière de l'éducation populaire.

Dans l'attente de vous inviter à poursuivre la réflexion au sein de la CRAJEP, présidée par Catherine Bernard (FRMJC Île-de-France) depuis juillet 2015, nous vous souhaitons une bonne lecture de ce numéro de notre journal l'Educ' pop'.

Nicole DESHAYES

FIA-ISM – Membre du bureau de la CRAJEP



La CRAJEP, l'éducation populaire en interactions



Retours sur la Rencontre « Réforme des rythmes, l'ambition éducative à l'épreuve des inégalités territoriales »

La Rencontre « Réforme des rythmes : l'ambition éducative à l'épreuve des inégalités territoriales » s'est déroulée le 10 juin 2015. Organisée par la commission rythmes éducatifs de la CRAJEP Île-de-France, en partenariat avec la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, cette journée a rassemblé une centaine de participants.

Une grande diversité d'acteurs de la communauté éducative était représentée : réseaux franciliens de jeunesse et d'éducation populaire, associations de parents d'élèves, syndicats d'enseignants, Caisses d'Allocation Familiale, collectivités locales et services déconcentrés des Ministères (de l'Education Nationale et de la Jeunesse et des Sports).

Céline Calvez, Responsable du pôle social, jeunesse et vie associative de la DRJSCS a expliqué que la Réforme des rythmes était à une étape essentielle. Il s'agit maintenant de la conforter, en relevant plusieurs défis : la qualification des intervenants, la lutte contre les déterminismes sociaux et territoriaux en matière éducative et la généralisation des projets éducatifs de territoire, ce dernier défi étant une condition de réussite de la réforme.

Robert Turgis, Président de la CRAJEP Île-de-France, a insisté sur le creusement des inégalités sociales, reproduites par l'école. La réforme a permis de réduire les inégalités d'accès aux pratiques culturelles et sportives. Mais beaucoup reste à faire car l'ambition est de permettre la réussite de l'ensemble des enfants et jeunes et de leur donner accès aux différents codes culturels qui leur permettront d'évoluer dans la société.

Deux sociologues ont apporté leur grille d'analyse sur les thématiques de la journée

Thomas Kirsbaum a expliqué que les inégalités d'accès aux ressources éducatives sont une cause et une conséquence de la ségrégation urbaine.

Il a identifié trois leviers pour réduire les inégalités territoriales dans l'accès à une éducation de qualité :
- un levier quantitatif : une allocation plus équitable des moyens,
- un levier qualitatif : un changement dans les organisations et une amélioration du service rendu,
- Une coordination favorisant la complémentarité des intervenants de la chaîne éducative.

Véronique Laforets a, pour sa part, montré que la communauté éducative, bien qu'invoquée depuis plusieurs décennies, reste imprécise dans sa composition et ses prérogatives, car ces éléments sont porteurs d'enjeux politiques et pédagogiques forts. Pour avoir une communauté éducative féconde sur un territoire, elle identifie plusieurs pistes : créer des collectifs autour d'actions communes délimitées dans le temps ; y impliquer réellement les parents et enfants/jeunes ; enfin, améliorer la coordination entre les acteurs.

Un échange avec les participants a été animé par Cécile Ponsot, administratrice de la CRAJEP. Il a permis d'aborder les questions de relation entre associations d'éducation populaire, collectivités locales et populations des quartiers défavorisés. Il a aussi été souligné que la construction de projets éducatifs partagés nécessitait des équipes stables et une bonne coordination.



Puis les participants ont été invités à participer à 4 ateliers, qui ont permis de partager les réflexions et propositions suivantes :

- La **place des parents** au sein de la communauté éducative est largement à améliorer. En considérant les parents et enfants comme des acteurs de leur émancipation, nous pouvons changer de logique pour mettre en avant ce qu'ils peuvent apporter de positif et soutenir cet enjeu d'émancipation et de reconnaissance.

- Au niveau des **ressources humaines**, il est apparu un besoin d'espaces de travail collectifs pour construire ensemble des formations partagées entre acteurs éducatifs, des temps de régulation, d'adaptation à la fonction, de tutorat...

- Dans le même esprit, pour renforcer les **nouveaux partenariats** entre acteurs éducatifs, un groupe a proposé de favoriser des temps de co-élaboration et d'amélioration d'outils / démarches au service du temps de l'enfant. En parallèle, ces temps collectifs permettraient aux acteurs de mieux se connaître et de s'approprier.

- Pour répondre aux **besoins éducatifs spécifiques d'un territoire**, il a été affirmé l'importance d'un diagnostic de territoire en préambule à tout PEdT¹. Pour s'adapter à un territoire, au-delà des PEdT, il est important de prendre le temps de construire des projets politiques ambitieux en matière éducative (qui peuvent être des PEL²), dotés de moyens appropriés. Enfin, il est nécessaire de veiller à l'équilibre entre enseignements identiques sur tout le territoire national et l'adaptation des politiques locales d'éducation.

L'après-midi, une table ronde a réuni une grande diversité d'acteurs de la communauté éducative.

M. Vincent Larronde, Inspecteur d'académie adjoint de l'Académie de Paris, Mme Goucem Redjimi, Conseillère jeunesse à la DRJSCS, Mme Estelle

Bourette, Adjointe au Maire de Torcy, M. Didier Jacquemain, Vice-président du CAPE, M. Rodrigo Arenas-Munoz, Président de la FCPE de Seine-Saint-Denis et M. Patrice Cerutti, Responsable AFO de la CAF de Seine-et-Marne étaient présents.

Interrogés par Elisabeth Médina, administratrice de la CRAJEP Ile-de-France, ils se sont positionnés et ont échangé, entre eux et avec les participants, sur les questions suivantes :

- Quelles conditions réunir pour la construction d'une politique éducative territoriale ?

- Quelles avancées du travail partenarial ?

- Quelle relation paritaire avec les parents ?³

La journée s'est achevée par un éclairage international

Denis Meuret, chercheur à l'Institut de Recherche sur l'Education, nous a présenté une analyse comparée des relations de l'école avec son environnement en France et en Amérique du Nord.

Il a expliqué que l'« école démocratique » d'Amérique du Nord et l'« école républicaine » se distinguent quant aux buts de l'éducation, mais aussi quant à sa forme. L'école démocratique aime le monde tandis que l'école républicaine tend à s'en couper pour protéger les élèves de son influence pernicieuse. Entre autres, il en découle que la première est plus ouverte à l'idée que l'on n'apprend pas seulement à l'école, que l'on apprend en faisant, que le rôle de l'école est de mettre l'élève en position d'apprendre du monde.

Alice DUPLAY – CRAJEP Île-de-France

¹Projet Educatif de Territoire

²Projets Educatifs Locaux

³Pour en savoir plus sur leur intervention :

<http://www.crajep-idf.org/rythmes/10062015>





Les rendez-vous clefs des associations d'éducation populaire

Durant les prochains mois, la CRAJEP organise de nombreux temps de réflexion et de formation destinés aux acteurs des associations d'éducation populaire. Voici un résumé de ces prochains rendez-vous⁴.

Des temps de réflexion et d'échange entre membres de la CRAJEP

Dans la continuité de la réflexion engagée en 2014, un groupe de travail sur le Grand Paris va débiter le 10 novembre 2015. Les membres de la CRAJEP sont invités à participer à la réflexion sur les enjeux de cette construction métropolitaine, sur la participation de la société civile au débat et la valorisation des initiatives des associations d'éducation populaire à ce sujet. Ce groupe de travail permettra aussi de préciser les besoins de formation des associations d'éducation populaire à ce sujet.

En novembre, un temps d'échange entre membres de la CRAJEP portera sur les démarches autour de la citoyenneté menées par les associations d'éducation populaire. Il s'agit de mener une réflexion collective à ce sujet et permettre une valorisation des initiatives de ces associations.

Le projet de la CRAJEP est régulièrement débattu et partagé par ses membres. Dans cette perspective, une journée de réflexion sur son projet associatif est prévue en février 2016. Ce temps permettra de faire collectivement un point sur sa réalisation et d'imaginer des perspectives pour les prochaines années. Tous les réseaux membres de la CRAJEP sont invités à participer à cette réflexion.

Des temps de formation des acteurs de l'éducation populaire

La CRAJEP Île-de-France, en tant qu'espace de mutualisation, souhaite proposer aux associations d'éducation populaire des formations pour les aider à renforcer leurs actions.

⁴Contact pour plus d'informations :

Alice Duplay (info@crajep-idf.org / 01 45 65 23 33)

Agenda :

Les 15/10, 5/11, 21/11, 17/12 : Cycle de formations transition

Le 10/11 : Lancement du groupe de travail Grand Paris

Le 17/11 : Journée d'échange « citoyenneté »

Le 19/01 : Formation sur les réseaux sociaux

Du 25 au 27/01 : Formation initiation au théâtre forum

Le 6 février : Séminaire sur le projet de la CRAJEP

Elle mène, depuis septembre 2014, un travail de réflexion et de mobilisation autour des enjeux du dérèglement climatique. Dans la continuité de la rencontre « Education populaire et COP21 » qu'elle a organisée le 15 décembre 2014, elle mène actuellement le cycle de formation « Dérèglement climatique et transition : enjeux et action »⁵. Ces formations visent à sensibiliser et outiller les acteurs des associations d'éducation populaire sur le changement climatique, afin notamment de renforcer leur capacité à animer des temps éducatifs et à mobiliser sur l'urgence climatique, à l'occasion de la tenue de la COP21⁶ en Île-de-France fin 2015, et au-delà.

Au vu de l'importance que les réseaux sociaux ont acquis dans la communication, notamment auprès des jeunes, il est apparu nécessaire de permettre aux associations d'éducation populaire de s'emparer de ces outils. Une formation, prévue en janvier 2016, les accompagnera dans la réflexion autour de leur stratégie de communication et leur permettra de prendre en main Facebook et Twitter.

Le théâtre forum est un outil intéressant qui parie sur l'intelligence et la réflexion collective pour résoudre des situations insatisfaisantes. Afin d'aider les associations d'éducation populaire à s'en emparer, la CRAJEP proposera une formation d'initiation au théâtre forum en janvier 2016.

⁵Vous trouverez le programme des formations et le lien pour l'inscription à l'adresse suivante :

<http://www.crajep-idf.org/COP21/formations>

⁶21^e Conférence des Parties, durant laquelle seront organisées les négociations de lutte contre le réchauffement climatique. Elle se déroulera au Bourget, du 30 novembre au 11 décembre 2015.



Entretien avec... Mirentxu Bacquerie, Directrice Générale de l'Ecole des Parents et des Educateurs

Mirentxu Bacquerie nous explique comment l'École des Parents et des Educateurs (EPE) met en pratique, au quotidien, ses valeurs de respect, d'ouverture et de transparence.

Pouvez-vous nous expliquer votre projet associatif ?

EPE a été créée en 1929 sur l'idée très novatrice de faire école entre parents et éducateurs. L'objectif était de faire travailler ensemble parents et professionnels pour essayer de trouver la meilleure attitude éducative qui permette à chacun de s'y retrouver et d'être à sa place dans la relation d'éducation.

Aujourd'hui, notre action se divise en trois secteurs : la téléphonie sociale, l'accueil du public et la formation des professionnels des secteurs social, médico-social, de l'éducatif et de l'insertion⁷. Par la téléphonie sociale et l'accueil du public, nous faisons de la prévention, sur des questions de santé, de violence ou de soutien à la parentalité. Nous apportons une écoute et une orientation aux personnes qui nous sollicitent.

Quelles sont les valeurs qui guident votre action ?

Une de nos valeurs fondamentales est le respect total de l'intégrité des personnes. Nous sommes apolitiques et aconfessionnels, c'est un positionnement fondamental pour nous. Nous ne jugeons pas les différences des personnes qui nous font part de leurs difficultés. En revanche, nous n'acceptons pas les propos racistes, homophobes... Nous refusons ainsi que des propos non acceptables paraissent sur nos forums de discussion, car la liberté que nous accordons aux personnes ne doit pas porter atteinte à la liberté des autres.

Respecter les personnes écoutées et accueillies, cela implique aussi de ne pas les forcer à mettre en place telle ou telle solution. Quand l'écouterait-elle, il va lui proposer des pistes de solutions, une orientation. Mais c'est bien la personne qui décidera de s'en saisir ou non.

Une autre de nos valeurs est de toucher le plus grand nombre, d'aider chaque personne à transformer sa problématique en quelque chose de plus serein et positif.

L'anonymat favorise beaucoup cette accessibilité. Parfois, en face à face, c'est plus difficile de demander de l'aide, cela prend plus de temps. Par contre, quand une personne appelle, comme elle n'est pas sous le regard de l'autre, elle arrivera à nous transmettre sa problématique assez rapidement. Les entretiens téléphoniques sont souvent bien plus directs que les temps d'accueil. Mais parfois, même la voix de l'autre peut être un frein à l'expression des difficultés.

C'est pourquoi nous avons décidé de nous diversifier en créant des forums de discussion en ligne, un chat collectif et plus récemment un chat individuel sur Fil Santé Jeunes. En diversifiant nos moyens de communication, nous allons à la rencontre d'un plus grand nombre de personnes en difficulté, ce qui est primordial.

Enfin, une autre valeur importante est celle de la transparence : nous sommes très clairs dans la définition de ce que nous faisons. Par exemple, suite à de nombreuses sollicitations de notre service formation sur des accompagnements à l'analyse de pratique, nous avons créé un document qui annonce ce qu'est l'analyse de la pratique telle qu'on la propose. Pour nous, c'est important d'être transparents sur notre manière de travailler.

**Propos recueillis par Alice DUPLAY
CRAJEP Île-de-France**

⁷ Pour en savoir plus, www.epe-idf.com

Retrouvez à chaque numéro la rubrique « Entretien avec ... » qui sera l'occasion de vous présenter les membres de la CRAJEP, dans leur richesse et leur diversité !



DOSSIER

L'éducation populaire, vecteur essentiel du développement durable



Education populaire et développement durable

La tenue de la COP21⁸ met en lumière le réchauffement climatique et l'enjeu d'un changement sociétal fort pour le réduire. En cohérence avec les valeurs de l'éducation populaire qui privilégie une démarche de long terme, nous avons souhaité, au-delà de l'événement, nous interroger plus largement sur la société que nous souhaitons construire collectivement, ainsi que sur le rôle des mouvements d'éducation populaire pour mener à bien cette ambition.

Cette interrogation nous a menés vers celle du rapport des associations d'éducation populaire avec les principes du développement durable, ce dernier étant entendu dans une conception large, incluant des ambitions fortes au niveau culturel, éducatif, démocratique.

Un partage de valeurs

Les valeurs des mouvements d'éducation populaire, de respect, de fraternité, d'égalité entre les personnes, de citoyenneté active correspondent aux dimensions sociale et sociétale du développement durable. Les associations d'éducation populaire se sont également emparées de l'enjeu de la sensibilisation au respect de l'environnement, dimension fondamentale du développement durable. Ce partage de valeurs du développement durable par les associations d'éducation populaire a été mis en évidence dans ce numéro (pp. 9-12, 17-19).

L'éducation populaire rend accessible les enjeux complexes du développement durable

L'éducation populaire agit en faveur de l'émancipation des individus. Elle vise à former des citoyens actifs, portant un regard critique et construit sur le monde et conscients des enjeux de leur époque. Elle est une démarche d'éducation à la complexité et au débat afin de favoriser l'autonomie des personnes.

Le développement durable, qui se doit de répondre aux besoins du présent sans compromettre la

capacité des générations futures de répondre aux leurs⁹ est une notion dense, qui inclut de multiples dimensions interdépendantes. L'éducation populaire, en tant qu'éducation à la complexité, est une approche adaptée pour faire réfléchir les citoyens sur les enjeux du développement durable (pp.9-12).

L'éducation populaire favorise l'action permettant le changement social

La démarche de l'éducation populaire est la pédagogie active, basée sur des pratiques participatives. Elle part des réalités des personnes pour susciter l'intérêt, le débat, l'appropriation des enjeux et la découverte de leurs multiples solutions concrètes. L'éducation populaire favorise alors un changement social construit par les citoyens en faveur d'une société plus respectueuse.

Face à l'urgence que représente le dérèglement climatique, de nombreuses associations d'Île-de-France se sont mobilisées (pp.9-15, 20-27) en employant des pédagogies actives dans des animations locales ou nationales et des formations, pour favoriser l'appropriation des enjeux par les citoyens et renforcer leur pouvoir d'agir. Cette mobilisation politique a pu impliquer une remise en question de certains mouvements (p.16).

Certains ont mis en place des démarches durables, qui consistent à appliquer les principes du développement durable au fonctionnement quotidien des structures (pp.9-14).

Alice DUPLAY – CRAJEP Île-de-France

⁸21^e Conférence des Parties, durant laquelle seront organisées les négociations de lutte contre le réchauffement climatique. Elle se déroulera au Bourget, du 30 novembre au 11 décembre 2015.

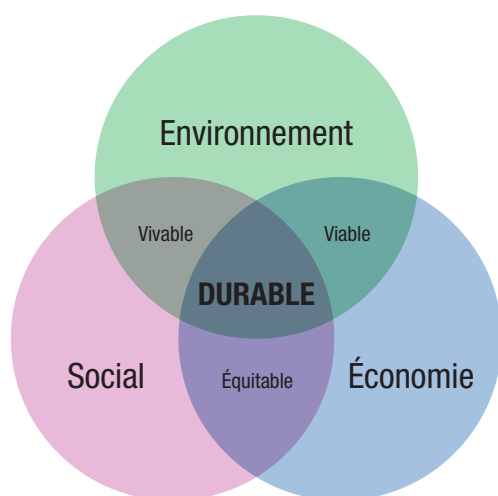
⁹Définition extraite du Rapport Brundtland Notre avenir à tous, rédigé en 1987

Enjeux et pratiques de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)

De plus en plus d'associations, au-delà de celles dont l'environnement et le développement durable sont l'objet, ainsi que de collectivités, considèrent l'environnement et le développement durable comme un axe de leur projet. Cela se traduit ici par une ambition générale, là par un objectif éducatif, ailleurs encore sous la forme d'un projet transversal ou d'un Agenda 21, pour d'autres comme un mode de fonctionnement, De la prise en considération de l'environnement à l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD), il n'y a qu'un pas... que nous allons franchir dans cet article ! Article qui ne se veut ni encyclopédique, ni prophétique, mais invite à la réflexion et à l'action.

Petite histoire du développement durable

L'histoire du développement durable, c'est l'histoire de notre planète. Et dans notre Planète, il y a la planète, ce qui la compose, ce qui y vit et... nous. L'histoire du développement durable s'écrit ensemble, en discutant, en débattant, en étant parfois d'accord et parfois en désaccord, parce que **personne ne détient LA vérité absolue, et surtout car personne ne détient seul LA solution.**



L'émergence du développement durable dans la conscience collective est un élément marquant des évolutions sociétales récentes. L'adossement à la Constitution française de la Charte de l'Environnement, au même titre que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et que le Préambule de la Constitution de 1946, en offre une illustration formelle.

Esquissé lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 et formalisé par le rapport Brundtland (1987), le développement durable se doit de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs, il accorde une part importante de ses propositions aux besoins essentiels des plus démunis et repose sur l'idée d'une limitation du prélèvement des ressources naturelles finies.

Sa définition élargie lors des Sommets de la Terre (Rio 1992, Johannesburg 2002) place la justice sociale et le combat contre la pauvreté comme des principes primordiaux d'un développement qui serait durable.

Pourquoi éduquer à l'environnement et au développement durable ?

Communément, le développement durable est défini comme la combinaison des préoccupations économiques, écologiques et sociétales (développement culturel, fonctionnement démocratique et éducation). C'est-à-dire que les volets humains et économiques du développement durable sont aussi fondamentaux que les approches scientifiques de la protection de l'environnement.

Il est aussi admis que le développement durable n'est possible que par l'association de la réflexion et de l'action, sans bornage géographique. C'est ce que signifie la formule : « Agir local, penser global et penser local, agir global ».





La question de l'éducation apparaît ainsi dans la nécessité d'échanges et dans les préoccupations sociétales. Éduquer à l'Environnement et au Développement Durable, ce serait donc :

- favoriser le débat, le développement de la pensée critique, l'écoute de l'Autre ;
- enrichir la culture générale ;
- éduquer aux questions d'économies, de relations équitables, de systèmes d'échanges ;
- éduquer à la citoyenneté ;
- développer les relations Nord-Sud, la solidarité internationale ;
- apprendre à connaître son environnement (faune, flore, patrimoine bâti et culturel, ressources énergétiques, ...) et sensibiliser à sa protection.

L'EEDD est alors un acte Politique qui répond donc à un enjeu majeur :

- accompagner les citoyens dans la compréhension du monde,
- leur permettre de faire des choix volontaires et en toute conscience, ni dans l'urgence, ni dans la culpabilité, ni dans la peur.

Bref, permettre à l'Individu d'être un acteur éclairé du collectif qu'est la société.

À titre d'exemple, le projet 2015-2020 de la Fédération nationale des Francas évoque l'EEDD en plusieurs endroits, au travers :

- d'une exigence politique pour « une économie au service de l'Humain », pour « une société respectueuse de l'environnement » et pour « une éducation, moteur de développement et de progrès humain »,
- d'une orientation pour l'action éducative visant à « promouvoir une éducation qui permette de comprendre et d'agir sur le monde ».

Enfin, à l'heure où l'Île-de-France accueille la COP21 (21^{ème} Conférence des Parties pour le climat, sous l'égide des Nations Unies), il paraît nécessaire, voire primordial, que les associations d'Education populaire, espace de démocratie et de participation citoyenne s'il en est, s'approprient cet objet sociétal.

A qui s'adresse l'EEDD ?

Au regard des enjeux précédemment cités, il apparaît nécessaire de n'exclure personne de la question de l'environnement et du développement durable et de convenir, selon les principes de l'Education populaire, que l'EEDD vise « à donner à chacun l'instruction et la formation nécessaires pour devenir un acteur capable de participer à la vie du pays », en se cultivant « par soi-même et avec d'autres » (cf. les écrits de Cacérès et Condorcet).

Ainsi, les enfants, les jeunes, les adultes, sans distinction d'origine culturelle ou sociale, sont concernés par l'environnement et le développement durable. Et les professionnels du champ de l'animation, de l'éducation, de l'intervention sociale, n'ont pas à se censurer quant à la mise en œuvre de projets d'EEDD.

Dépassant l'a-priori qui ferait de l'environnement et du développement durable l'apanage des classes socio-culturelles moyennes/supérieures (des Bobos), on pourra sensibiliser les plus jeunes à la question en s'appuyant sur leur intérêt pour la Nature (« Blé d'ici et cacao d'ailleurs : d'où vient mon goûter ? »), les adolescents en leur ouvrant des espaces d'expression, d'échanges et de coopération (chantiers internationaux de solidarité), les familles en montrant l'impact des économies d'énergies sur l'équilibre budgétaire du foyer (« Installer des ampoules basse consommation ou un mousseur : quel investissement aujourd'hui pour quelles économies demain ? »), par exemple.

Mais pour concerner le plus possible de citoyen(ne)s : comment faire ? Faut-il les laisser-faire, faire pour eux, faire avec eux ?

Des pistes pour l'élaboration de projets d'EEDD

Les animations en direction des publics

Partis des activités de plein air, on a parlé plus tard d'animation Nature, puis d'éducation à l'environnement et aujourd'hui d'EEDD. Pour s'y retrouver, il suffit de se poser la question des valeurs sous tendues par les différentes appellations, par les objectifs visés et de surtout appeler un chat un chat.

Pas de honte donc à proposer une activité de découverte de la forêt à partir de construction de cabanes mais n'appelons pas cela de l'EEDD : c'est une animation nature.

Cette évolution sémantique s'accompagne d'une évolution d'approche de plus en plus globale. Là où l'animation nature se focalise sur la découverte de la faune de la rivière, l'éducation à l'environnement abordera l'impact de l'homme sur cette rivière et l'EEDD ira plus loin en se posant la question de l'eau comme un bien commun, donc de sa marchandisation et des conséquences dans les rapports Nord-Sud ou Sud-Sud, de son importance pour la Paix dans le monde....

Bref, plus on va vers l'EEDD, plus on aborde une éducation à la complexité et une approche systémique.

La formation

Elle permet de sensibiliser tous les acteurs de l'Education populaire (élu(e)s, encadrants, ...) aux enjeux de l'EEDD, mais aussi de les cultiver sur le contenu des différentes thématiques, de les outiller pour leurs propres interventions auprès des publics.

L'intérêt des formations est donc leur effet démultiplicateur.

Le projet durable

Une autre entrée possible, non exclusive des précédentes, est de concevoir le projet du collectif en considérant les enjeux du développement durable.

Cette posture impactera alors le fonctionnement à tous les niveaux de l'organisation. Il faudra se positionner sur des questions liées au recrutement, à la préparation des activités, à la mobilité, à l'alimentation etc.

Le projet durable constitue le juste équilibre entre les volontés exprimées par les élu(e)s, salarié(e)s et usagers et la réalité des contraintes de la structure.

Quelques exemples de pratiques...

Après tous ces éléments présentant notre conception de l'EEDD : la preuve en images (... ou presque), grâce à quelques exemples d'actions animées ou co-portées par les Francas en Ile-de-France !

Par toutes ces actions, les Francas font vivre une éducation populaire critique (analyse du langage, sens, représentations) et Politique (paroles partagées), afin que chacun puisse agir sur son milieu, sur son environnement, par la construction du savoir.

Centre à ERE

50 ans après avoir initié les centres aérés, les Francas ont initié un label dénommé « Centre à ERE » (centre à Education Relative à l'Environnement), comme un clin d'œil à leurs origines. Ce label s'adresse à tous les centres de loisirs qui développent un projet d'éducation à l'environnement global, significatif, régulier et innovant ainsi qu'à tous ceux qui souhaiteraient s'investir sur cette thématique.

La démarche vise à accompagner (outils, formation, partenariats) les centres, le but étant d'articuler toutes les actions en cohérence entre le champ de l'action éducative, celui de la gestion quotidienne et de l'investissement. Ainsi, le label valorise à la fois la mise en place d'animations tournées vers l'environnement, mais aussi un fonctionnement éco-responsable de la structure.

L'avantage de la démarche est sa souplesse, les équipes décident elles-mêmes des sujets sur lesquels elles souhaitent s'engager (eau, énergies, alimentation, biodiversité...), ainsi que de leur niveau et type d'engagement à leur entrée dans le programme¹⁰. Il n'y a pas de prérequis exigés pour l'attribution du label, la volonté de l'équipe pédagogique à s'engager dans la démarche suffit !

¹⁰Pour en savoir plus :

<http://www.crajep-idf.org/fichiers/Plaquette%20Centre%20A'ERE.pdf>





Formation

Que ce soit lors de modules thématiques de formation continue (à la demande d'OPCA, de la DDSCS-94 ou de communes), lors de session d'approfondissement du BAFA, ou encore lors d'une capsule du BPJEPS-LTP, nos interventions comportent toujours un temps de réflexion autour des mots et notions (développement durable, écologie, éducation, environnement, ...) et des représentations des participants. Les Francas s'appuient toujours sur les pratiques des équipes avant de proposer des outils ou des actions en liens avec cette thématique. La présence de partenaires techniques « spécialistes » du sujet (associations telles que l'Ecocentre d'Ecouen, les Incroyables comestibles, les Petits débrouillards ou Planète sciences) est aussi un fondement de nos formations, en ce qu'elle permet l'enrichissement par la complémentarité et/ou la croisée des points de vue.

La COP21: ça nous regarde !

De juin à décembre 2015, les Francas accompagnent les centres de loisirs éducatifs franciliens à la mise en œuvre d'un projet d'animation axé sur la consommation énergétique et le réchauffement climatique. Les objectifs sont :

- associer les enfants et les jeunes à l'observation des pratiques quotidiennes en matière de consommation/utilisation énergétique,
- construire avec les enfants et les jeunes des actions citoyennes autour des questions liées à l'environnement et au changement climatique,
- permettre l'expression de l'opinion des enfants et des jeunes et leur participation dans le débat public.

Concrètement, nous proposons :

- des ressources pédagogiques sur le site des Francas de Seine-Saint-Denis : <https://francas93.wordpress.com/pratiques-educatives/ere/canousregarde/>
- des temps de formation et d'échange de pratiques,
- la mise à disposition d'une mallette pédagogique,
- la mise en relation avec des partenaires agissant dans le domaine de l'environnement, des énergies,
- des conseils et un soutien éducatif tout au long du déroulement du projet dans la structure,
- la valorisation des projets sur le site : <http://www.centredeloisirseducatif.net/projets>

Une trentaine de structures se sont lancées dans l'aventure.

Porteur de parole au festival de l'Oh !

Dans le cadre du festival de l'Oh !, les Francas du Val de Marne ont mis en place un atelier de porteurs de paroles, sur deux jours, autour de la question « Dans quels climats vivons-nous ? », l'idée étant de parler de tous les climats (politique, économique, social...) qui nous entourent.

L'intérêt d'un porteur de parole est de permettre aux gens de parler avec des inconnus et de faire de cette parole personnelle une parole Politique (mais non partisane), car écrite et partagée. On s'aperçoit alors que les citoyen(ne)s ont des expressions, une réflexion qui peuvent ainsi être valorisées.

Un tel atelier interroge donc le monde, le langage entre inconnus dans l'espace public.

Réseau éducation à l'environnement du Val de Marne

Les Francas du Val de Marne développent un réseau d'éducation à l'environnement. Il est ouvert à tous acteurs éducatifs du territoire concernés par ce sujet et se réunit deux à trois fois par an, afin de découvrir un lieu (centre à ERE, jardins parcs, maison de la nature,...), une thématique d'activité (jeux avec le vent, observation d'insectes etc.). C'est aussi l'occasion de rencontres avec des associations têtes de réseaux, telle que le Graine-IdF ou Vivacités.

A l'instar du Colibri, quand d'autres regardent brûler la forêt, les Francas ont choisi d'aller chercher quelques gouttes d'eau ... et vous invitent à les rejoindre avec vos seaux !

« Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'Education » ... à l'Environnement et au Développement Durable !

Pour les Francas d'Île-de-France,
Caroline BESSE-PRÍEM, chargée de projets
des Francas du Val d'Oise
Gurvan BRICAUD, animateur départemental
des Francas du Val de Marne
Hervé PREVOST, chargé de mission
« Pratiques éducatives » à la Fédération
nationale des Francas

Agir de façon transversale pour favoriser une éducation durable et populaire

La Ligue de l'enseignement est engagée depuis plus de vingt ans pour un développement durable. Plus que jamais, elle continue à privilégier une démarche d'éducation populaire afin d'agir avec les habitants sur ces questions complexes, qui remettent en cause nombre de pratiques sociales et comportements individualistes.

La promotion des valeurs citoyennes et de la défense de l'environnement sont des enjeux majeurs de notre politique éducative. Nos actions pédagogiques permettent à tout individu d'appréhender le monde, de le comprendre et d'agir sur lui. En grandissant, il deviendra le garant éclairé des valeurs solidaires et du développement durable.



Deux entrées témoignent de cette implication :

Le développement de l'éducation à l'environnement

En déclinant des actions éducatives à destination des jeunes (ALSH, Juniors Associations, Services Civiques,...).

Afin de marquer la tenue de la Conférence des Parties 2015 (COP21) à Paris, la Ligue de l'enseignement mène la campagne Our Life 21.



Cette campagne, initiée par un collectif d'associations partenaires, vise la compréhension des enjeux liés au climat, et permet d'imaginer et de porter des propositions de modes de vie durables et désirables pour 2050.

En Île-de-France, la Ligue de l'enseignement propose plusieurs ateliers. Notamment lors de la Journée Régionale des Services Civiques le 19 juin, mais également lors du Rassemblement Régional des Juniors Associations, qui s'est déroulé le 23 octobre. Ces ateliers aboutiront à la production de récits de vie artistiques, valorisés tout au long de l'année.





En accompagnant son réseau associatif.

E-graine, association d'éducation au développement durable fédérée à la Ligue de l'enseignement des Yvelines, propose à l'occasion de la COP21 une exposition sur la consommation responsable intitulée « la caravane de l'éco-consommation s'engage pour le climat ! ».

En expérimentant des pédagogies actives.

L'expérimentation et l'innovation sociale sont extrêmement liées. Mouvement d'idées, la Ligue de l'enseignement cherche à faire phosphorer les moyens et outils au service du développement durable. Par exemple, dans le cadre d'un projet européen intitulé « Jeu en extérieur et développement durable dans les structures éducatives », la Ligue de l'enseignement des Yvelines teste une boîte à jeux dans un accueil de loisirs de La Verrière (78).

Le développement des démarches durables dans notre entreprise associative de l'économie sociale.

En labellisant des centres d'accueil

Depuis 1992, la Ligue de l'enseignement propose aux structures d'animation d'accéder au label CED, Citoyenneté Environnement Développement Durable. Ce label interne permet d'officialiser les démarches qui promeuvent les comportements citoyens, témoignent d'une gestion écologique, intègrent des modules EEDD, privilégient les activités locales du territoire. Le Centre de loisirs de Champagne-sur-Seine (77) est labellisé CED.

En mettant en place un agenda 21 associatif dans les fédérations franciliennes ou en accompagnant les associations affiliées dans cette démarche.

**La Ligue
de l'Enseignement Île-de-France**





En route vers la COP21

L'éducation au cœur des enjeux de transitions !

En 2014, la communauté scientifique tirait à nouveau la sonnette d'alarme sur l'urgence que représentent les dérèglements climatiques. Sous peine de basculer irréversiblement vers un scénario catastrophe, nos sociétés doivent prendre conscience de la nécessité d'une transition sociale et écologique qui passera nécessairement par la participation de tous les citoyens.

Mais il ne suffit pas de savoir que le changement climatique existe pour passer à l'action. Ce n'est qu'en travaillant sur l'appropriation réelle des enjeux liés au climat et aux transitions, en partant des réalités concrètes des personnes, que nous pourrions susciter l'engagement de l'ensemble de la société.

Ancrer la lutte contre les changements climatiques sur nos territoires, s'appuyer sur les dynamiques et initiatives locales existantes, encourager les démarches participatives et collaboratives où se croisent savoirs académiques et savoirs profanes sont des éléments clés pour redécouvrir notre pouvoir d'agir, et ne pas céder au sentiment d'impuissance que peut engendrer un discours trop globalisant.

C'est tout l'enjeu des mobilisations en amont, pendant (et après...) la COP21 qui se tiendra à

Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Avec ses nombreux partenaires sur les territoires et son expérience éducative auprès des jeunes et du grand public, les Petits Débrouillards s'engagent dans une campagne nationale « Éducation aux transitions – En route pour la COP21 »



visant à encourager l'appropriation et la mise en débat des enjeux complexes liés aux dérèglements climatiques et aux transitions.

L'éducation par la pratique et l'expérimentation constitue un moyen privilégié pour prendre conscience des enjeux liés aux changements climatiques et aux transitions.

Faire dialoguer et réfléchir ensemble des citoyens, en particulier des jeunes, sur des sujets en rapport avec leur vie, leur quotidien et leur avenir est essentiel. Une telle méthode privilégie la pratique pour faciliter l'appropriation des notions de base en les mettant à la portée de toutes et tous. Surtout, elle s'efforce de tenir compte et de valoriser les connaissances et questionnements de chacun.

En effet, que peut-on espérer d'une réponse donnée à une question qui n'a pas été posée ? Partant du constat qu'il est vain de vouloir transmettre ou faire construire une connaissance à un public si celui-ci n'est pas motivé par le sujet, il s'agit avant tout de susciter l'intérêt, le désir, le questionnement, l'expression, le doute, la confrontation et le débat argumenté. Autour de situations concrètes mises en scène à l'aide d'observations, ressources et données scientifiques, les jeunes construisent leurs propres réponses aux questions soulevées et les confrontent aux contributions d'experts et de scientifiques.

La COP21 constitue un événement majeur de cette fin 2015. Une formidable opportunité pour les acteurs éducatifs franciliens de se mobiliser et de démultiplier les actions sur l'ensemble du territoire.

Les Petits Débrouillards Île-de-France¹¹

¹¹Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Sabrina Caron, directrice de l'association
Les Petits Débrouillards Île-de-France :
s.caron@lespetitsdebrouillards-idf.org





Le scoutisme : de la vie en pleine nature à l'engagement pour l'environnement

« Aider chaque jeune à être un citoyen actif, utile, heureux et artisan de paix », tel est le but du scoutisme, tel que l'a défini Baden-Powell, son créateur, il y a plus de 100 ans. Qui se doutait, au début du XXe siècle, alors que le monde se déchirait dans « la grande guerre », que la question climatique serait un des éléments fondamentaux pour être artisan de paix ?

Ce projet du scoutisme est en soi un projet politique. Pour autant, les différents mouvements de scoutisme se sont toujours tenus à l'écart (avec plus ou moins de réussite) de la politique partisane. Depuis l'après-guerre, ce projet politique est centré sur la personne et non sur le modèle de société. Si les Scouts et Guides de France s'inscrivent dans le projet de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, l'objectif est bien de former des individus autonomes, d'où le fait que l'on retrouve par exemple beaucoup d'anciens scouts parmi les élus de la République, à proportion égale dans les différents groupes parlementaires.

Etrangement, si la vie en pleine nature est un des éléments fondamentaux du scoutisme, sa protection, la question du rapport entre l'être humain et son environnement, étaient des sujets considérés comme partisans. Nous étions dans une logique d'éducation par la nature, et non pour la nature

Les choses ont commencé à changer dans les années 90. En 2004, lors de la fusion entre les Guides de France et les Scouts de France, le projet éducatif a été réécrit. Son 4ème axe (sur 4) s'intitule « Habiter autrement la planète ».



« Nous invitons les jeunes à devenir des citoyens du monde, solidaires et responsables, convaincus que ce monde change et peut être changé, qu'il peut devenir plus juste, plus vrai, plus fraternel, moins violent et moins générateur d'exclusions. En toute indépendance politique, nous choisissons pour la planète un meilleur équilibre : que la croissance économique, le progrès social et le devoir écologique se vivent désormais en harmonie et non en opposition, que la solidarité l'emporte sur l'individualisme, la générosité sur le repli sur soi, le long terme sur l'immédiat, la sobriété sur la consommation effrénée. »

Cette prise de conscience nous permet aujourd'hui de témoigner que la vie collective, simple, en proximité avec la nature, est une source de bonheur. La transition écologique n'est pas une contrainte, c'est une libération.

En juin 2014, nous avons voté en AG une résolution pour impliquer le mouvement dans la dynamique de la mobilisation autour de la COP21. Concrètement, en plus d'être co-organisateur de la COY (la conférence des jeunes), de participer aux mobilisations Alternatiba, nous mettons en place un certain nombre d'outils éducatifs permettant aux enfants et aux jeunes de découvrir et comprendre le fonctionnement d'une COP et de prendre eux-mêmes des engagements. Là encore, la méthode éducative du scoutisme avec son système de progression personnelle formalisée par des badges nous est bien utile.

C'est aussi, en Ile-de-France, le concours des « défis durables » organisé pour la tranche d'âge des 11-14 ans. Les équipes doivent réaliser un projet en faveur du développement durable et le présenter par un support. Les prix sont des actions de formation avec des partenaires d'éducation à l'environnement. Four solaire, lombricompostage, camp d'été dans des exploitations bio pour que les jeunes aillent faire leur cueillette eux-mêmes avant de préparer le repas... sont quelques-uns des premiers projets présentés par les jeunes.

**François Mandil, délégué national
des Scouts et Guides de France**

REMPART, le patrimoine et le développement durable

En 2014, l'Union REMPART a adopté le texte d'orientation générale sur la question du patrimoine et du développement durable afin d'affirmer son engagement sur cette question.

Au rapport Brundtland (1987) selon lequel le développement doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs, la déclaration de Rio ajoute qu'il s'agit d'un développement économiquement viable, socialement équitable et respectueux de l'environnement.

Dans ce contexte, le patrimoine doit être considéré comme une ressource que nous devons préserver pour la transmettre aux générations futures au même titre que les ressources naturelles et énergétiques ; c'est la raison pour laquelle il est légitime de s'interroger sur le lien entre REMPART, le patrimoine et la notion de développement durable.

Le patrimoine est le terrain sur lequel nous enracinons l'éducation à la citoyenneté, condition sine qua non du développement durable.

Notre action et les trois piliers du développement durable

1. Développement économique

Le patrimoine contribue à la redynamisation et au développement économique des territoires ; les actions que REMPART organise sur le patrimoine constituent également des agents du développement local :

- par un impact direct sur l'économie locale : achats de matériaux et de denrées alimentaires, recours à des artisans, etc.
- par le maintien et la création d'emplois directs et indirects.
- par la production de richesses : aménagement et réutilisation du patrimoine pour le développement d'activités éducatives, culturelles ou touristiques, ou pour la réalisation de logements et d'habitats.
- par des activités innovantes ou des expérimentations relevant de l'Economie sociale et solidaire (ESS).

2. Problématiques environnementales et énergétiques

Le patrimoine est une source d'inspiration quant aux questions énergétiques :

- Les savoir-faire traditionnels relatifs au bâti ancien, tenant compte du climat, du relief, de l'orientation, etc., utilisant des matériaux naturels et de récupération, à faible impact environnemental, constituent une référence pour une architecture éco-responsable et pour l'éco-construction.
- Le patrimoine et les techniques que nous employons et transmettons appellent à utiliser et réutiliser des matériaux locaux, dont le transport présente un faible bilan carbone.

3. Social

Le patrimoine lui-même, mais aussi la vie associative et les chantiers de bénévoles que développe REMPART sur le patrimoine constituent une source de lien social et contribuent à satisfaire les besoins de la société sur des questions comme l'éducation, la solidarité, la lutte contre l'exclusion et toute forme de discrimination...

Mouvement d'éducation populaire, REMPART s'attache à sensibiliser à des modes de vie plus sobres, plus solidaires et plus respectueux de l'environnement et des ressources.

Enfin, la culture - et a fortiori le patrimoine - est considérée de plus en plus souvent comme le **quatrième pilier du développement durable**.

Le patrimoine présente de plus la double opportunité économique et sociale de constituer une ressource économique non délocalisable et une offre de tourisme diffus, accessible au plus grand nombre. Dans certains territoires ruraux, les sites pris en charge par REMPART constituent l'ultime espace culturel et le support d'un développement respectueux.



Le chantier REMPART et le développement durable

Le chantier de bénévoles sur le patrimoine, tel que le pratiquent les associations membres de l'Union REMPART, s'inscrit dans une démarche de développement durable et d'éducation ou de sensibilisation des publics sur ces questions, ainsi que des associations et des animateurs. Les chantiers REMPART, qu'ils portent sur le patrimoine bâti ou naturel, s'attachent à développer des techniques éco-responsables et respectueuses de l'environnement :

- Récupération de matériaux, tamisage et réutilisation des anciens mortiers, utilisation de matériaux locaux respectant des circuits de proximité.
- Utilisation de méthodes manuelles et traditionnelles dépensant peu d'énergie.
- Désherbage et débroussaillage manuels ou mécaniques mais pas chimiques.
- Dispositif de récupération des eaux de pluie, notamment pour la confection des mortiers.
- Gestion des déchets, broyage des déchets verts, mise en place de compost.
- Etc.

De même, la vie quotidienne des chantiers de bénévoles est également organisée dans le respect de l'environnement et dans une démarche de développement durable :

- Alimentation à partir de produits locaux et de saison,
- Promotion des circuits courts de distribution,
- Tri et gestion des déchets,
- Economie d'énergie et gestion raisonnée de l'eau,
- Gestion raisonnée des déplacements et utilisation de modes de déplacement adaptés aux besoins.

Évidemment, les chantiers de bénévoles organisés par REMPART, au delà des réalisations qu'ils produisent en matière de protection et d'entretien du patrimoine, s'inscrivent dans une démarche éducative, constituent une véritable école du citoyen et sont porteurs de lien social.

Préservation du patrimoine et développement durable sont parfois en contradiction

Pour REMPART, comme pour de nombreux autres défenseurs du patrimoine, la question de la transition

énergétique et de la réduction des émissions des gaz à effet de serre par la réduction des consommations d'énergie et la production d'énergie à partir de sources renouvelables ne saurait être traitée au détriment du patrimoine.

Ainsi l'isolation par l'extérieur d'un bâtiment ancien n'est pas souhaitable si on veut respecter l'esthétique de ses façades. La pose de panneaux solaires sur un toit ne peut se faire sans une réflexion sur leur intégration dans le bâti ancien. Il en va de même pour le développement de l'énergie éolienne qui ne devrait pas se faire au détriment des paysages qui, eux aussi, constituent une ressource à préserver pour les générations à venir.

Cette tension entre préservation du patrimoine et prise en compte de l'environnement dans le cadre du développement durable n'empêche pas REMPART de soutenir ces deux axes, tout en ayant conscience que cela peut l'amener parfois à faire des choix douloureux ou des concessions. Pour autant, REMPART, acteur du développement durable, n'aura de cesse de promouvoir le débat et la prise de décision démocratiques sur cette question.

TOG adopté par l'AG REMPART d'Espalion le 8 juin 2014



Construire la société de demain, échanges autour du choix des Eclaireuses et Eclaireurs de France

En tant que mouvement d'éducation populaire, quelle société voulons-nous ?

« Vivre aujourd'hui pour devenir demain » : voilà le message que porte notre mouvement.

Bien loin de donner la réponse sur le modèle de société voulu, les EEDF proposent, pour le développement de chacun, une éducation aux valeurs, une éducation à la liberté : celle des choix, celle de trouver ses propres réponses, celle de donner un sens à sa vie dans une société de pairs et d'égaux.

Comment votre mouvement accompagne-t-il une évolution de la société qui aille dans le sens de ces valeurs ?

Parce que le scoutisme est un mouvement d'éducation par l'action, les Eclaireuses et Eclaireurs de France permettent aux enfants, aux jeunes et aux adultes de vivre concrètement, dans et par l'action, l'ensemble des valeurs auxquels ils se réfèrent : Laïcité, Coéducation, Démocratie, Solidarité, Ecocitoyenneté.

De l'intention à l'action, c'est le chemin que chacun peut parcourir. Ces valeurs et ces principes légitiment les projets, les actions, les prises de position.

Notre mouvement a aussi vocation à s'engager ou prendre position publiquement, seul ou avec d'autres organisations à chaque fois qu'un de ses principes fondamentaux est remis en cause.

Comment cela se traduit-il en termes social, économique, environnemental et de gouvernance, mais aussi au niveau philosophique, pédagogique... ?

Cela nous plonge au cœur de l'analyse de notre action au sein de la société et nous questionne sur des résultats constatables de notre contribution à la réduction des inégalités sociales, à la solidarité, à l'innovation, à la démocratie...

Nous pouvons noter aujourd'hui quelques exemples :

Nous nous définissons comme producteurs de démocratie, en interne et dans le cadre de notre fonctionnement. Le principe de « un homme, une voix » en atteste, ainsi que nos décisions de parité et de limitation des mandats dans le temps.

Nous sommes par ailleurs attachés au bénévolat et à la place de nos bénévoles au cœur des décisions politiques de notre association.

Notre association apporte à ses membres des habitudes de coopération, de solidarité, de civisme, d'écocitoyenneté... Cela crée de la confiance en soi et en les autres et c'est donc facteur d'une cohésion sociale généreuse et sereine.

Matthieu Marcucci
Eclaireuses et Eclaireurs de France
Région Île-de-France





Le Graine Île-de-France et ses adhérents pour le climat



La France accueille la COP21 fin novembre. Si l'été a connu des épisodes caniculaires, nul ne sait à ce jour si les négociations internationales sur le climat seront glacées, tièdes ou brûlantes !

En attendant, toute l'Île-de-France s'organise et nous, acteurs éducatifs, ne sommes pas les derniers à nous mobiliser pour faire évoluer les comportements des franciliens en faveur du climat, dans des mouvements alternatifs ou sur nos territoires.

Au Graine Île-de-France, la mobilisation ne s'arrêtera pas à la fin de la COP21. Au contraire : l'édition 2015 de l'appel à projets Cap'EEDD, que le Graine Île-de-France lance en

septembre, est un nouveau coup de pouce à des projets pédagogiques 2015-2016, innovants et expérimentaux.

S'ils ne considèrent pas la tenue de la COP21 comme une fin en soi, les adhérents du Graine Île-de-France souhaitent que cet événement soit une occasion d'expérimenter et d'innover en matière de pratiques de sensibilisation et de mobilisation des citoyens face au changement climatique. Le réseau fera écho de leurs initiatives dans ses supports de communication et ses événements. Vous trouverez dans ce numéro le témoignage d'une de nos structures adhérentes : La Paume de Terre et son projet « La mobilisation des 100 jours pour la COP21 ».

Témoignage de la Paume de Terre dans le cadre du projet de mobilisation des 100 jours pour la COP21.

100 jours pour sensibiliser, informer et agir pour le climat.

Notre association « La Paume de Terre », qui a pour objet l'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire Seine et Marnais, a saisi l'opportunité de la conférence pour le climat COP21 comme un levier formidable de mobilisation citoyenne sur les grands enjeux environnementaux !

Notre équipe s'est mise au travail dès décembre 2014 pour répondre à l'appel à projet « Actions exceptionnelles autour de la COP21 » de la Région Ile-de-France. Notre projet « La mobilisation des 100 jours pour la COP21 » a remporté le soutien du Conseil Régional.

Notre volonté est d'impliquer tout un chacun dans son quotidien, en adoptant un comportement moins « énergivore », de susciter l'empathie envers les populations impactées par le changement climatique, d'agir localement sur son territoire dans

une démarche de « vivre ensemble » pour favoriser le bien-être de tous.

Notre idée est un compte à rebours de 100 jours qui a débuté le 2 septembre et se termine le 11 décembre 2015 (dernier jour de la COP21).



Case du calendrier des 100 jours

Notre outil de mobilisation est un calendrier composé de 100 cases nourries par une donnée chiffrée, « un geste pour la planète » et un événement sur le climat.

Nous le proposons sous deux formes :

- La version papier en grand format (A0) est destinée à être affichée et partagée dans les lieux accueillant du public (MJC, école, collège, résidence jeunes, collectivités, ...). Plus de 100 lieux accueillent déjà ce calendrier en Île-de-France.

- La version numérique : un site internet 100 % dédié au projet. Ce support est interactif, il permet à chacun de contribuer au projet par son action.

Comment participer à notre projet :

Notre approche pédagogique est ludique, participative et artistique.



Création d'un chiffre avec des matériaux naturels

L'une de nos actions vise à exprimer sa créativité en fabriquant le chiffre du jour seul ou collectivement. On prend en photo sa réalisation puis on la poste sur la page facebook¹² ou par mail. Nous la publierons sur le site internet¹³.

Nous proposons également de recenser les événements CLIMAT du réseau. De nombreux ateliers participatifs rythmeront les 100 jours (temps périscolaire, classe d'eau, ...).



Nous allons aussi programmer deux grands week-end sur le territoire Seine et Marnais avec des thématiques transversales.

Le premier portera sur la thématique « Paysage, biodiversité et climat » avec la présence de Gaël Derive, l'auteur de *Nous aurions dû rester des singes*, un livre qui a motivé notre implication sur la COP21, et réalisateur du film *Une planète, une civilisation*¹⁴.

Le deuxième week-end abordera le réemploi, l'éco-consommation pendant la semaine européenne de la réduction des déchets.

Des expositions artistiques, photographiques, des lectures, des ateliers pour les enfants, des repas anti-gaspillage rythmeront ces événements.

La dimension partenariale est essentielle pour la réussite de notre projet : les médiathèques, les centres sociaux, les services (agenda21, périscolaire et culture) des collectivités, les membres des réseaux de l'éducation populaire et de l'éducation à l'environnement sont invités à participer. C'est un projet pour tous et rassembleur.

Barbara Blossfeld, La Paume de Terre

La PAUME de TERRE

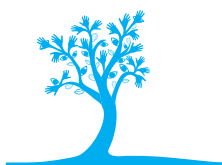
¹² <http://facebook.com/mobilisationdes100jours21>

¹³ <http://mobilisationdes100jours.fr/>

¹⁴ <http://www.gaelderive.fr/>



Frise climatique, dessins de N. Jamin



Un « Forum Ouvert » pour un avenir durable

Une dynamique collective au service des générations futures

L'appel du Forum Ouvert de Nogent sur Marne était celui-ci : **Comment construire ici et maintenant le monde dans lequel nous voulons vivre ? Agir ensemble concrètement et localement !**

En sollicitant la MJC Louis Lepage pour co-organiser le premier Forum Ouvert de Nogent sur Marne, l'association les Boucles de la Marne « transformons nos territoires », partenaire du mouvement Colibris, a contribué activement à la reconnaissance de notre structure dans sa mission de soutien à la vie associative locale.

Cette mission est l'un des cœurs de notre objet associatif, elle a pour vocation le développement de la démocratie locale par l'accès et la participation

des citoyens au débat public. Pour mener à bien cette mission, la MJC conventionne avec la ville mais également avec les acteurs de la société civile, en l'occurrence le mouvement Colibris pour le Forum Ouvert de 2012 à Nogent sur Marne.

L'objectif de ce Forum Ouvert était de faire se rencontrer des personnes issues d'un même territoire en capacité de s'engager dans une initiative citoyenne. Cette démarche d'animation et de mobilisation au développement durable dans sa dimension globale et locale a touché aussi bien la population organisée que le porteur de projet individuel dans une visée très opérationnelle.

Le Forum Ouvert a permis la rencontre d'acteurs associatifs en provenance des villes du Perreux-sur-Marne, de St Mandé, Bry sur Marne, Fontenay sous Bois, St Maur des Fossés mais aussi Champigny sur Marne et Ivry sur Seine. De l'AMAP à Solidarités Nouvelles pour le Logement, les participants à ces deux jours de réflexions ont découvert la diversité et la complémentarité du champ d'action associatif de leur territoire.

Sept projets ont émergé de ces rencontres :

- Un ciné-débat-action citoyen qui consiste à projeter un documentaire dans une salle de cinéma, le prolonger d'un débat de société et d'actions concrètes à envisager localement et rapidement pour remédier aux problèmes évoqués ;
- Une association de commerce équitable fondée sur un bénévolat actif associée à une épicerie de produits du terroir ;
- La création d'une liaison douce entre le bois de Vincennes et les coteaux de Nogent permettant le développement d'activités telles que des jardins partagés et des cultures potagères ;

Le groupe
Transformons Nos Territoires - Boucles de la Marne

Propose
Un FORUM OUVERT
Sur le thème

**Comment construire
ici et maintenant
le monde dans lequel
nous voulons vivre ?
Agissons ensemble,
concrètement et localement !**


Boucles de la Marne
Transformons Nos Territoires


MJC LOUIS LEPAGE
36, boulevard Gallieni
94130 NOGENT-SUR-MARNE
RER A Nogent sur Marne - RER E Nogent-Le Perreux

 tntbouclesdelamarne@gmail.com
 TNT BOUCLES DE LA MARNE



- Des éco-propriétés productives. L'idée est de fédérer des habitants qui souhaitent développer dans leur espace résidentiel avec leurs conseils syndicaux des projets communs écologiques et solidaires pour favoriser la biodiversité, rendre les espaces verts productifs et attractifs mais aussi organiser la gestion des déchets biodégradables des jardins de ville selon les techniques adaptées ;

- Des réflexions pour créer un habitat groupé participatif en milieu urbain. Il ne s'agit pas ici d'un projet à court terme mais de la constitution d'un groupe de travail qui réfléchit sur la question avec la population et envisage une autre façon d'habiter. Le but est de concevoir et de financer son logement dans un objectif de mixité sociale et en vivant au quotidien les valeurs telles que le partage, la solidarité et le respect de l'environnement. Il s'agit bien de devenir un habitant, acteur et gestionnaire de son mode de vie ;

- La réalisation d'un toit végétalisé à la MJC afin de favoriser son isolation thermique ;

- Un groupe d'échanges de savoir et de savoir-faire.

Parmi ces sept projets, deux ont abouti concrètement : le Ciné Débat Action animé par les Boucles de la Marne et le toit végétalisé de la MJC pour son atelier sculpture.

Pour la saison 2015-2016, la mise en œuvre d'un Réseau d'Echange Réciproque de Savoir à la MJC s'inscrira en cohérence avec la proposition d'un groupe d'échange de savoir et de savoir-faire issu du Forum Ouvert.

Valoriser la démarche d'éducation populaire par rapport à une simple logique de consommation de services conduit naturellement les adhérents de la MJC les plus engagés à s'associer aux habitants dans une logique de partage et de contributions respectives.

En accueillant l'émergence de dynamiques collectives apparues à l'initiative d'associations et de porteurs de projet, la MJC contribue à une production originale de services qui favorise une appropriation forte des habitants tant sur le plan de leur éco-citoyenneté que sur celui d'acteurs de proximités en capacité de transformer leur environnement. Espace de dialogue et d'échanges, elle apparaît, de fait, comme un lieu qui, dans le contexte de l'écologie-politique locale, engage l'évolution des pratiques.

En cela, le Forum Ouvert a contribué pleinement à la mise en mouvement du territoire et par sa dynamique participative étendue, permis à la MJC Louis Lepage de Nogent-sur-Marne de renouer avec sa vocation citoyenne.

Olivier GARDELLI

Directeur adjoint de la MJC de Nogent-sur-Marne en 2012

La vidéo de présentation du forum ouvert :
www.youtube.com/watch?v=erPHttaiNio



Les Eco-Web-Reporters lycéens de la COP21 – Entretien avec Solène Leblanc-Maridor des CEMEA Ile-de-France



A l'occasion de la COP21, les CEMEA ont co-construit, avec l'académie de Créteil, un projet permettant aux lycéens de s'approprier cette conférence mondiale qui se déroule en Ile-de-France.

En quoi consiste votre projet ?

Le projet Eco-Web-Reporters propose d'accompagner des jeunes lycéens et lycéennes dans la création d'un média en ligne qui sera consacré à la COP21. Le principe est que les jeunes deviennent journalistes et animent un site qui sera à la fois un espace de publication de leurs reportages multimédia, une base de ressources sur la thématique de l'environnement et un espace de partage d'expression de jeunes de France et d'autres pays.

Les objectifs de ce projet sont multiples et complémentaires : sensibiliser aux enjeux du dérèglement climatique, favoriser une expression citoyenne, permettre une formation critique aux médias et une appropriation, par les jeunes, de cette conférence mondiale qui se déroule sur leur territoire.

Ce projet est porté par les CEMEA Ile-de-France et par le pôle national des CEMEA « Médias, éducation critique et engagement citoyen ». Il a été élaboré en partenariat avec le CLEMI (Centre de Liaison de l'enseignement et des médias d'information) et la délégation à la vie lycéenne (DAVL) de l'académie de Créteil.

Qu'est-ce qui vous a incité à mettre en place cette action ?

Les CEMEA ont déjà accompagné des jeunes à devenir des web reporters, notamment autour de notre festival du film d'éducation, qui se déroule chaque année à Evreux. Nous connaissons donc l'intérêt de ces projets pour favoriser, chez les jeunes, une expression citoyenne et une éducation critique aux médias.

Il y a un an, le délégué académique à la vie lycéenne de l'académie de Créteil nous a contactés en tant qu'association partenaire de l'école. Il souhaitait voir si nous pouvions proposer un projet aux membres du conseil académique à la vie lycéenne (CAVL).

Avec le CLEMI, nous avons alors proposé d'accompagner des lycéens à devenir web reporters sur la COP21. Nous avons choisi cette conférence comme sujet car elle associe dimension locale et portée internationale. L'aspect local permet aux jeunes reporters d'aller sur les lieux de la conférence et d'en rencontrer les participants, ce qui est important au niveau pédagogique.

Au niveau pédagogique, comment pensez-vous accompagner les lycéens ?

Sur l'éducation critique aux médias, nous les faisons réfléchir à ce qu'est « l'information », comment elle est produite, comment on la recherche... Nous les accompagnons également dans l'écriture et la production d'information.

Les lycéens auront une formation technique à la vidéo, au son et à l'image. Ils appliqueront immédiatement les connaissances techniques qu'ils viennent d'acquérir. C'est donc vraiment de l'apprentissage par l'agir que nous proposons.

La dimension partenariale de votre projet semble particulièrement développée.

Ce projet s'est construit collectivement, avec une dimension partenariale qui s'est progressivement enrichie. Au sein de l'Education Nationale, en complément des partenariats déjà cités (CLEMI, CAVL), nous sommes soutenus par le Coordonnateur académique à l'éducation au développement durable de Créteil.

D'autres partenariats apportent une dimension internationale au projet. Grâce à l'Agence française d'enseignement à l'étranger (AEFE), nous sommes par exemple en lien avec le Lycée français de Lima où a eu lieu la COP20 en 2014. Nous allons pouvoir réaliser un partage d'expérience entre eux et nos web reporters.

En parallèle, l'association France Volontaires nous permettra de mettre en lien les lycéens d'Ile-de-France et les volontaires de leur réseau qui travaillent sur des projets liés à l'environnement.

Enfin, nous avons reçu le Label COP21 du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Où en êtes-vous dans la mise en place des Eco-Web-Reporters lycéens de la COP21 ?

Nous avons travaillé avec le lycée du Bourget qui s'est déjà impliqué dans la sensibilisation des jeunes aux enjeux climatiques via le projet « Lycéens franciliens, notre COP21 » en 2014/15. Dans ce lycée, nous avons présenté le projet aux enseignants et avons animé un atelier avec les élèves.

Pour l'année 2015/16, nous avons envisagé, avec l'équipe enseignante, que le projet pourrait être le Travail Personnel Encadré (TPE) de certains élèves de 1^{ère} du Bourget.

**Propos recueillis par Alice DUPLAY,
CRAJEP Île-de-France**

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site dédié à l'action :

<https://cop21ecowebreporters.wordpress.com/a-propos/>



Bio Divers Cité : quand les petits plats font les grandes ambitions

« Le prix du jury des 2° Rencontres du développement social est attribué à... Bio Divers Cité ! » Focus sur ce projet innovant du FJT des 7 Mares, à Elancourt.

« Le prix¹⁶ reçu en juin nous encourage mais ce n'est qu'un début », sourit Gilles Deparchy, le directeur du FJT des 7-Mares, à Elancourt (78). « Faire entrer des produits frais dans les logements des résidents » n'est pas simple, en effet : « Depuis une dizaine d'années, nous constatons que la plupart des jeunes que nous accueillons mangent mal, avec beaucoup de pizzas ou de kebabs, et peu cuisinent, souligne Olivier Charmet, le directeur adjoint. Nous observons aussi que certains n'ont pas les moyens

d'acheter des produits alimentaires de base, et que d'autres sacrifient la nourriture pour équilibrer leur budget. »

Maraîchage bio

Ces constats inquiétants ont fini par rejoindre les actions éducatives que le FJT met sur pied en matière de développement durable, depuis plusieurs années.

¹⁶Le FJT des 7 Mares a remporté 1 000 euros (ils ont été mis à la disposition du CVS, un des acteurs du projet) et la réalisation d'une vidéo sur Bio Divers Cité. Elle peut être regardée ici : <https://www.youtube.com/watch?v=xdTi5NtCTi0>



A l'été 2013, l'établissement des 7 Mares a ainsi adhéré à un « Jardin de cocagne » situé à une quinzaine de kilomètres d'Elancourt. Il a commencé par acheter des paniers garnis de légumes bios cultivés par cette association d'insertion, afin de les revendre à bas prix à ses résidents.

Puis il a organisé des ateliers de cuisine tous les 15 jours, afin de rendre les jeunes acteurs de leur hygiène de vie et leur montrer qu'on peut « préparer rapidement des repas sains à moindre coût », comme l'explique Nathalie Chemin, éducatrice et animatrice au sein de la structure.

« Viens, on a besoin de toi ! »

Kevin participe régulièrement à ces ateliers. Comme les autres, il est d'abord venu pour le lien social. « Je n'y suis allé que parce que Nathalie m'a dit 'Viens, on a besoin de toi !' D'habitude je n'aime pas les légumes, mais là, j'ai trouvé ça bon. Et surtout, j'y ai rencontré d'autres résidents, d'autres cultures et d'autres parcours », explique-t-il.

« Contrairement à ce que l'on pourrait croire, plus de garçons que de filles viennent à ces ateliers, souligne Nathalie Chemin. Et ils se débrouillent très bien ! Leur motivation est surtout de faire connaître les mets de leur pays et de les partager autour d'une table. »

C'est bien parce que la cuisine et la nourriture sont de formidables outils pour créer du lien que l'équipe des 7 Mares veut étendre le projet au-delà du FJT. « Nous sommes en train de proposer aux voisins 'lambda' de nos résidents, qui vivent en habitat diffus, de venir chercher des paniers au foyer. Cela pourra leur donner une autre image des FJT et favoriser la convivialité, les liens entre générations par exemple. Pour cela, nous avons déjà rencontré une amicale de locataires », explique Olivier Charmet. Gilles Duparchy rebondit : « A long terme, il y a des enjeux de territoire et de mixité. »



Les paniers, comment ça marche ?

Les résidents intéressés passent commande auprès du FJT, qui va chercher les paniers ou demi-paniers de légumes au Jardin de cocagne une fois par semaine. Les jeunes récupèrent ensuite le panier au FJT, le prix étant imputé sur leur compte. Les paniers sont garnis de légumes de saison uniquement. « Amener les jeunes à cuisiner avec un contenu imposé développe leur créativité », note Olivier Charmet.



Apéro-débat le 14 janvier 2016

« Education populaire et Développement durable »

La CRAJEP Île-de-France vous invite à participer à un apéro-débat pour échanger avec les contributeurs de ce journal.

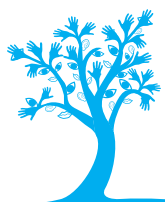
Ce temps convivial sera l'occasion de débattre sur le rôle de l'éducation populaire pour faire face aux enjeux du développement durable et pour mobiliser autour de l'urgence du dérèglement climatique.

Rendez-vous le **mardi 14 janvier à 18h30**

sur le site des Grands Voisins - Ancien hôpital Saint-Vincent de Paul

Au 82 avenue Denfert Rochereau - 75 014 Paris

Contact pour plus d'informations et pour l'inscription : info@crajep-idf.org / 01 45 65 23 33



Directrice de publication : Catherine BERNARD

Coordination de la rédaction : Alice DUPLAY. **Comité de rédaction :** Catherine BERNARD, Alice DUPLAY, Florence DURIEUX. **Rédacteurs-trices :** Caroline BESSE-PRIEM, Barbara BLOSSFELD, Gurvan BRICAUD, Nicole DESHAYES, Alice DUPLAY, Olivier GARDELLI, François MANDIL, Matthieu MARCUCCI, Hervé PREVOST

Crédits images : Brouck - Iconovox (couverture), Xavier LIU (p.4-5), Ligue de l'enseignement Île-de-France (p. 13), Benoit Debuissier (p.14), Les Petits Débrouillards Île-de-France (p.15), Scouts et Guides de France (p. 16), REMPART Île-de-France (p. 18), La Paume de Terre (p. 20 - 21), URHAJ Île-de-France (p. 26 - 27).

N° ISSN : 2106-4865. Dépôt légal novembre 2015.

Les membres de la CRAJEP Île-de-France

AJBF : Association des juristes berbères de France / APDIDF : Les Petits débrouillards Île-de-France / CEMÉA ARIF : Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active Région ÎdF / CPCV ÎdF : Centre pédagogique pour construire une vie active en Île-de-France / Culture et Liberté ÎdF / EEDF : Éclaireuses et éclaireurs de France - Région Île-de-France / EPE ÎdF : École des parents et des éducateurs d'Île-de-France / FFMJC : Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture / FIA-ISM : Femmes inter associations - Inter service migrants / FRMJC-ÎdF : Fédération Régionale des MJC en Île-de-France - Fédération régionale / GRAINE ÎdF : Groupement régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement ÎdF / La Ligue de l'enseignement - Région Île-de-France / LL : Léo Lagrange Île-de-France / Peuple et Culture Île-de-France / Groupement REMPART ÎdF / SGDF : Scouts et guides de France - Région Île-de-France / SJT : Solidarité et jalons pour le Travail / UFCV : Union française des centres de vacances d'Île-de-France / UFFCS : Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et socioculturels / UNEF ÎdF : Unions nationale des étudiants de France / UR Francas : Union régionale des Francas / URHAJ ÎdF : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes / Vacances et Familles Île-de-France.

CRAJEP Île-de-France - 39, rue des Cascades 75020 Paris - Tél. 01 45 65 23 33 - www.crajep-idf.org

Ce journal bénéficie du soutien financier du Conseil régional d'Île-de-France et de la DRJSCS d'Île-de-France.

